



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'AUDE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

PUBLIÉ LE 10 MARS 2017

SPECIAL N° 3 - MARS 2017

SOMMAIRE

DREAL Occitanie

- Arrêté préfectoral n° DREAL-BMC-2017-69-01 portant autorisation de destruction d'oiseaux protégés pour la sécurité aérienne sur l'aéroport de Carcassonne 1

ARS Occitanie

- Arrêté n° 2017-170 relatif à la composition du Conseil Territorial de Santé du territoire de démocratie sanitaire de l'Aude 4
- Arrêté n° 2017-322 modifiant l'arrêté n° 2017-170 relatif à la composition du Conseil Territorial de Santé du territoire de démocratie sanitaire de l'Aude 10



PREFET DE L'AUDE

ARRETE PREFECTORAL n° DREAL-BMC-2017-69-01

**Portant autorisation de destruction d'oiseaux protégés pour la sécurité aérienne
sur l'aéroport de Carcassonne**

Le Préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu la directive n° 79/409/CEE du 2 avril 1979 modifiée, concernant la conservation des oiseaux sauvages, notamment son article 9,

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.411-1, L.411-2 et R.427-5,

Vu l'arrêté interministériel du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées, modifié par l'arrêté du 28 mai 2009 ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 avril 2007, relatif à la prévention du péril animalier sur les aérodromes ;

Vu l'arrêté du 23 février 2015, fixant les conditions et limites dans lesquelles les dérogations à l'interdiction de destruction de spécimens de certaines espèces animales protégées peuvent être accordées par les préfets pour assurer la sécurité aérienne,

Vu l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009, fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection,

Vu la demande d'autorisation de prélèvement d'espèces protégées présentée par l'aéroport de Carcassonne le 9 janvier 2017, aux motifs de la menace et du danger pour la sécurité aérienne provoqués par la présence d'espèces animales ;

Considérant qu'il n'existe pas d'autres moyens pour prévenir les risques que ces espèces animales peuvent faire courir à la sécurité aérienne et compte tenu de l'urgence qu'il y a à remédier immédiatement à ce péril pour préserver les vies humaines,

Considérant que les moyens de prévention utilisés et notamment l'effarouchement ne sont pas suffisants ;

Sur proposition du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL)

ARRETE

Article 1^{er} :

Pour assurer la sécurité aérienne,

l'Aéroport Carcassonne
Route de Montréal
11 000 Carcassonne

est autorisé à faire procéder sur la plate-forme aéroportuaire à l'effarouchement et à la destruction par tirs des oiseaux appartenant aux espèces suivantes identifiées sur la plate-forme :

- Mouette rieuse- *Larus ridibundus* : 3 spécimens
- Goéland leucophaé- *Larus michahellis* : 3 spécimens
- Busard Saint-Martin- *Circus cyaneus* : 2 spécimens
- Buse variable- *Buteo buteo*: 1 spécimen
- Faucon crécerelle- *Falco tinnunculus*: 2 spécimens

Les destructions par tirs doivent être effectuées en dernier recours, lorsque les moyens de dissuasion s'avèrent inefficaces et que des risques sont avérés pour les aéronefs.

Article 2 :

Ces destructions s'effectuent sous la responsabilité du chef de service de prévention du péril animalier de l'aéroport de Carcassonne, Patrick Revel, selon les conditions fixées par l'arrêté ministériel du 10 avril 2007, relatif à la prévention du péril animalier sur les aérodromes.

Parallèlement aux tirs, le service de prévention du péril animalier s'attachera à mettre en œuvre les mesures de dissuasion.

Article 3 :

Les prélèvements seront effectués toute l'année par les agents du Service de Sauvetage et de lutte contre les incendies d'aéronefs, qui disposent des habilitations nécessaires à ce type de mission nommés ci-dessous.

Arnaud Andrieux, Jérôme Leroy, Joel Bousquet, Xavier Rouger, Jean-Michel Chaussard, Laurent Bousquet, Stéphane Redon, Régis Bourguet, Lionel Leconte, Gautier Labatut, Alain Calas, Stéphane Collignon.

La période de destruction prendra effet pendant une durée de 1 an, à partir de la date de signature du présent arrêté préfectoral de dérogation .

Article 4 :

Les agents autorisés à effectuer les opérations de lutte aviaire devront prendre toutes dispositions pour éviter tout risque de confusion avec d'autres espèces que celles autorisées par la présente dérogation.

Les tirs de destruction ne doivent être réalisés qu'en cas d'inefficacité des autres méthodes de dissuasion et en cas de danger avéré.

Les spécimens détruits seront, après identification, dénombrés et répertoriés dans un rapport d'activité journalier. Ils seront placés en sacs plastique dans un congélateur dédié avant le départ pour l'équarrissage. L'autorisation de destruction ainsi que l'habilitation sont présentées à toute réquisition des services de contrôle

Article 5 :

Un compte rendu annuel du résultat des opérations mentionnant les méthodes employées ainsi qu'un état détaillé des spécimens détruits et une évaluation de l'impact de ces destructions et de leur efficacité au regard de la prévention des collisions sera adressé à la DREAL et à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude avant le 1^{er} mars 2018.

Article 6 :


Tout recours à l'encontre du présent arrêté pourra être porté devant le tribunal administratif de Carcassonne dans un délai de deux mois suivant sa notification. Dans ce même délai un recours gracieux peut être présenté à l'auteur de la décision. Dans ce cas, le recours contentieux pourra être introduit dans les deux mois suivant la réponse (le silence gardé pendant les deux mois suivant le recours gracieux emporte le rejet de cette demande).

Article 7 :

La Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Aude, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de l'Aude, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, le Directeur Départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage, le Directeur de l'aéroport l'Aude, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aude et dont les copies seront adressées à M le Maire de la commune de Carcassonne, au commandant du groupement de Gendarmerie de l'Aude et au directeur départemental de la sécurité publique de l'Aude.

Carcassonne, le **10 MARS 2017**

Pour le Préfet par délégation
La Secrétaire Générale de la Préfecture


Marie-Blanche BERNARD

ARRETE N° 2017-170

Relatif à la composition du Conseil Territorial de Santé du territoire de démocratie sanitaire de l'AUDE

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE OCCITANIE

Vu le Code de la santé publique, notamment ses articles L. 1434-9, L. 1434-10, L. 1434-11 et R. 1434-33,

Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

Vu la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral,

Vu la loi n° 2016-41 du 26 Janvier 2016 de modernisation de notre système de santé, notamment l'article L. 1434-11 de la section 3 de son article 158,

Vu l'ordonnance n° 2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions,

Vu le décret du 17 décembre 2015 portant nomination de la directrice générale de l'agence régionale de santé du Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées – Madame Monique CAVALIER,

Vu le décret n° 2016-1024 du 26 Juillet 2016 relatif aux territoires de démocratie sanitaire, aux zones des schémas régionaux de santé et aux conseils territoriaux de santé,

Vu le décret n° 2016-1264 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Occitanie,

Vu l'arrêté du 3 août 2016 relatif à la composition du conseil territorial de santé,

Vu l'arrêté n° 2016-1864 du 8 novembre 2016 définissant les territoires de démocratie sanitaire,

Considérant les propositions de désignation des représentants pour chaque collège,

Considérant les réponses aux appels à candidature organisés en application des dispositions de l'article R.1434-33 du décret n° 2016-1024 susvisé,

ARRETE

Article 1 : Le conseil territorial de santé est composé de 50 membres ayant voix délibérative, répartis au sein de 5 collèges. La durée du mandat des membres des conseils territoriaux de santé est de cinq ans, renouvelable une fois.

Article 2 : Le 1^{er} collège est composé de **représentants des professionnels et offreurs des services de santé**. Il comprend 28 membres :

1a) Six représentants des établissements de santé dont trois représentants des personnes morales gestionnaires et trois présidents de commission médicale ou de conférence médicale d'établissement

Titulaires	Suppléants
M. Alain GUINAMANT Directeur CH CARCASSONNE FHF	M. Bruno MICHEL Directeur CH LIMOUX FHF
M. Jean-Pierre PERRIGAUD Directeur Polyclinique Montréal CARCASSONNE FHP	M. Thibault HARANG Directeur Clinique SSR Les 4 Fontaines NARBONNE FHP
M. Jean-Paul DUPONT Directeur USSAP ASM LIMOUX FEHAP	A désigner
Mme Sonia LAZAROVICI Présidente CME CH CARCASSONNE FHF	M. Philippe SOL Président CME CH CASTELNAUDARY FHF
M. Alain PERET Président CME CH NARBONNE FHF	M. Gaby MENHEM Président CME CH LEZIGNAN CORBIERES FHF
M. Christophe GAZAGNE Président CME Polyclinique Le Languedoc NARBONNE FHP	Mme Catherine FORSANS Présidente CME Clinique SSR Les 4 Fontaines NARBONNE FHP

1b) Cinq représentants des personnes morales gestionnaires des services et établissements sociaux et médico-sociaux (répartis entre ceux qui œuvrent en faveur des personnes âgées et ceux qui œuvrent en faveur des personnes handicapées)

Titulaires	Suppléants
Mme Laurence LACROIX STARCK Directrice EHPAD Jean Loubes FANJEAUX	Mme Sylvie SOINNARD Directrice EHPAD CHALABRE
M. Jean-Pierre PHILLIPS Directeur EHPAD Béthanie Accueil CARCASSONNE	A désigner
M. Jean-Paul FREJUS Président AFDAIM ADAPEI	Mme Soazig JEGOU-LE BRIS Directrice Pôle Enfance AFDAIM ADAPEI
Mme Cécile AUDEJEAN-DROUET Directrice EHPAD des Estamounets COUIZA	M. Joan ALBERT Directeur EHPAD Lo Portanel ST MARCEL SUR AUDE
M. Raymond VILLEROUGE Président Association Narbonnaise pour les Actions d'Adaptation (ANAA) NARBONNE	Mme José AOUAMRI Association Narbonnaise pour les Actions d'Adaptation (ANAA) NARBONNE

1c) Trois représentants des organismes œuvrant dans les domaines de la promotion de la santé et de la prévention ou en faveur de l'environnement et de la lutte contre la précarité

Titulaires	Suppléants
M. Patrick GRESLE Président Comité territorial Aude ANPAA	Mme Elodie LAGNEAUX Directrice CODES
Mme Chantal DUVAL Co Présidente Groupe d'Education à l'Environnement Aude	A désigner
M. Xavier-Gabriel LE GALL Directeur CSAPA Intermède	M. Eric LE GOURIERES Accueil Information Drogue et Addiction (AIDeA 11)

1d) six représentants des professionnels de santé libéraux dont trois médecins et trois représentants des autres professionnels de santé

Titulaires	Suppléants
Mme Hélène SENTENAC-MOUROU URPS Médecins	M. Philippe MUNCK URPS Médecins
M. Michel GALLAND URPS Médecins	M. Eric GORIN DE PONSAY URPS Médecins
M. Bruno GAY URPS Médecins	M. Bruno DAUBIN URPS Médecins
M. Denis MARTIN URPS Biologistes	M. Nicolas PONOMAREFF URPS Infirmiers
M. Jérôme SAINT DENIS URPS Masseurs Kinésithérapeutes	Mme Charline MALAHIEUDE URPS Sages Femmes
Mme Martine SIRVEN URPS Pharmaciens	Mme Elodie BONNAFOUS URPS Orthophonistes

1e) Un représentant des internes en médecine

Titulaire	Suppléant
A désigner	A désigner

1f) Cinq représentants des différents modes d'exercice coordonné et des organisations de coopération territoriale des centres de santé, maisons de santé et réseaux de santé, des communautés professionnelles territoriales de santé et des équipes de soins primaires et des communautés psychiatriques de territoire

Titulaires	Suppléants
M. Eric COUE Président Réseau de Santé Gériatrique de la Moyenne et Haute vallée de l'Aude	Mme Béatrice PAINCO Réseau de Santé Gériatrique de la Moyenne et Haute vallée de l'Aude
M. Dominique BLET Réseau Ouest Audois pour la douleur et les soins palliatifs	Mme Isabelle CHAPTAL Réseau Ouest Audois pour la douleur et les soins palliatifs
M. Cyril DELPECH MSP St Jean St Pierre NARBONNE	M. Michel DUTECH MSP de NAILLOUX
A désigner	A désigner
A désigner	A désigner

1g) Un représentant des Etablissements assurant des activités d'Hospitalisation à Domicile

Titulaire	Suppléant
Mme Anelise GOMEZ HAD DES 4 VENTS CARCASSONNE	M. Régis HULLAR Directeur HAD CH LEZIGNAN CORBIERES

1h) Un représentant de l'ordre des médecins

Titulaire	Suppléant
Mme Colette COUSTAL CDOM 11	M. Laurent AGAY CDOM 11

Article 3: Le 2^{ème} collège est composé de **représentants des usagers et associations d'usagers du système de santé**. Il comprend 10 membres :

2a) Six représentants des usagers des associations agréées

Titulaires	Suppléants
M. Gérard GRENIER Association Française des Diabétiques de l'Aude (AFD)	Mme Marie-Hélène LAMBERT Présidente Association Française des Diabétiques de l'Aude (AFD)
Mme Marie MAFFRAND Sésame Autisme	A désigner
Mme Paulette DELANNOY Association des Paralysés de France (APF)	A désigner
M. Jean-Claude ROUANET APAJH AUDE	A désigner
Mme Anne-Marie GUITARD Présidente déléguée départementale Union Nationale de Familles et Amis de personnes Malades et/ou handicapées psychiques (UNAFAM)	A désigner
Mme Evelyne BERDU Présidente Fédération Française des Associations et Amicales de malades Insuffisants ou handicapés Respiratoires (FFAAIR-ALRIR)	M. Antoine SUCH Fédération Française des Associations et Amicales de malades Insuffisants ou handicapés Respiratoires (FFAAIR-ALRIR)

2b) Quatre représentants des usagers des associations des personnes handicapées ou des associations de retraités et personnes âgées

Titulaires	Suppléants
A désigner	A désigner
A désigner	A désigner
A désigner	A désigner
A désigner	A désigner

Article 4 : Le 3ème collège est composé de **représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements**. Il comprend 7 membres :

3a) Un conseiller régional

Titulaire	Suppléant
A désigner	A désigner

3b) Un représentant des conseils départementaux

Titulaires	Suppléants
Mme Hélène SANDRAGNE Vice Présidente du Conseil Départemental	M. Jules ESCARE Conseiller Départemental

3c) Un représentant de la protection maternelle et infantile

Titulaires	Suppléants
Mme Véronique MONIEZ Cheffe de service PMI Conseil Départemental de l'Aude	M. Thierry CLAVEL Médecin PMI Conseil Départemental de l'Aude

3d) Deux représentants des communautés de communes

Titulaires	Suppléants
A désigner	A désigner
A désigner	A désigner

3e) Deux représentants des communes désignés par l'association des maires de France

Titulaires	Suppléants
M. Philippe BRULE Maire de VILLEROUGE TERMENES	Mme Isabelle GEA Maire de FABREZAN
M. Patrick MAUGARD Maire de CASTELNAUDARY	M. Philippe GREFFIER Président de la Communauté de Communes CASTELNAUDARY LAURAGAIS AUDIOIS

Article 5 : Le 4ème collège est composé de **représentants de l'Etat et des organismes de sécurité sociale**. Il comprend 3 membres :

4a) Un représentant de l'Etat dans le département

Titulaire	Suppléant
M. Dominique INIZAN Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations (DDCSPP)	Mme Johanna AZAIS Cheffe de service Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations (DDCSPP)

4b) Deux représentants des organismes de sécurité sociale

Titulaire	Suppléant
M. Laurent JALADEAU Directeur CPAM Aude	Mme Martine VERDALE MSA
Mme Caroline GUIRAUD Adjointe de Direction CAF 11	Mme Delphine PACCARD CARSAT LR

Article 6 : Le 5^{ème} collège est composé de deux **personnalités qualifiées** :

Titulaires
Mme Paulette BARBE Fédération Nationale de la Mutualité Française
M. Patrick RODRIGUEZ

Article 7 : La composition du bureau sera définie lors de la séance d'installation du Conseil Territorial de Santé.

Article 8 : Le présent arrêté sera modifié pour tenir compte des désignations à intervenir.

Article 9 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux auprès de la Directrice générale de l'Agence régionale de santé Occitanie, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif compétent.

Article 10 : Le Directeur Général Adjoint de l'Agence Régionale de Santé Occitanie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région, ainsi qu'à celui du département de l'AUDE.

Fait à Montpellier, le 3 mars 2017.

La Directrice Générale
Pour la Directrice Générale de
l'Agence Régionale de Santé Occitanie
et par délégation, Le Directeur Général Adjoint
Dr Jean-Jacques MORIN
Monsieur CAVALIER

**ARRETE N° 2017-322 modifiant l'ARRETE N° 2017-170
relatif à la composition du Conseil Territorial de Santé
du territoire de démocratie sanitaire de l'AUDE**

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE OCCITANIE

Vu le Code de la santé publique, notamment ses articles L. 1434-9, L. 1434-10, L. 1434-11 et R. 1434-33,

Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

Vu la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral,

Vu la loi n° 2016-41 du 26 Janvier 2016 de modernisation de notre système de santé, notamment l'article L. 1434-11 de la section 3 de son article 158,

Vu l'ordonnance n° 2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions,

Vu le décret du 17 décembre 2015 portant nomination de la directrice générale de l'agence régionale de santé du Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées – Madame Monique CAVALIER,

Vu le décret n° 2016-1024 du 26 Juillet 2016 relatif aux territoires de démocratie sanitaire, aux zones des schémas régionaux de santé et aux conseils territoriaux de santé,

Vu le décret n° 2016-1264 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Occitanie,

Vu l'arrêté du 3 août 2016 relatif à la composition du conseil territorial de santé,

Vu l'arrêté n° 2016-1864 du 8 novembre 2016 définissant les territoires de démocratie sanitaire,

Vu l'arrêté n° 2017-170 du 3 mars 2017 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Occitanie portant composition du Conseil Territorial de Santé du territoire de démocratie sanitaire de l'Aude,

Considérant les propositions de désignation des représentants pour chaque collège,

Considérant les réponses aux appels à candidature organisés en application des dispositions de l'article R.1434-33 du décret n° 2016-1024 susvisé,

ARRETE

Article 1 : l'article 2 relatif au 1^{er} collège des représentants des professionnels et offreurs des services de santé de l'arrêté n° 2017-170 du 3 mars 2017 est modifié comme suit :

1b) Cinq représentants des personnes morales gestionnaires des services et établissements sociaux et médico-sociaux (répartis entre ceux qui œuvrent en faveur des personnes âgées et ceux qui œuvrent en faveur des personnes handicapées)

Titulaires	Suppléants
Mme Laurence LACROIX STARCK Directrice EHPAD Jean Loubes FANJEAUX	Mme Sylvie SOINNARD Directrice EHPAD CHALABRE
M. Jean-Pierre PHILLIPS Directeur EHPAD Béthanie Accueil CARCASSONNE	Mme Sylvie BONETO Directrice Générale Adjointe USSAP ASM
M. Jean-Paul FREJUS Président AFDAIM ADAPEI	Mme Soazig JEGOU-LE BRIS Directrice Pôle Enfance AFDAIM ADAPEI
Mme Cécile AUDEJEAN-DROUET Directrice EHPAD des Estamounets COUIZA	M. Joan ALBERT Directeur EHPAD Lo Portanel ST MARCEL SUR AUDE
M. Raymond VILLEROUGE Président Association Narbonnaise pour les Actions d'Adaptation (ANAA) NARBONNE	Mme José AOUMARI Association Narbonnaise pour les Actions d'Adaptation (ANAA) NARBONNE

Le reste sans changement.

Article 2 : l'article 4 relatif au **3ème collège des représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements** de l'arrêté n° 2017-170 du 3 mars 2017 est modifié comme suit :

3e) Deux représentants des communes désignés par l'association des maires de France

Titulaires	Suppléants
M. Philippe BRULE Maire de VILLEROUGE TERMENES	Mme Isabelle GEA Maire de FABREZAN
M. Philippe GREFFIER Premier Adjoint de CASTELNAUDARY	M. Patrick MAUGARD Maire de CASTELNAUDARY

Le reste sans changement

Article 3 : l'article 5 relatif au **4ème collège des représentants de l'Etat et des organismes de sécurité sociale** de l'arrêté n° 2017-170 du 3 mars 2017 est modifié comme suit :

4b) Deux représentants des organismes de sécurité sociale


Titulaire	Suppléant
M. Laurent JALADEAU Directeur CPAM Aude	Mme Martine VERDALE MSA
M Rémi GHEZZI Responsable Pole développement territorial CAF 11	Mme Delphine PACCARD CARSAT LR

Le reste sans changement

Article 2 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux auprès de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Occitanie, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif compétent.

Article 3 : Le Directeur Général Adjoint de l'Agence Régionale de Santé Occitanie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région, ainsi qu'à celui du département de l'Aude.

Fait à Montpellier, le 9 mars 2017

La Directrice Générale

Monique CAVALIER